

ARRÊTÉ N° 1656 / 2018

Règlementant temporairement la circulation routière sur les routes
Aratia PUURAI et Aratia OREMU

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE FAA'A

- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** la loi n°71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation dans le territoire de la Polynésie française promulguée par arrêté n°31/AA du 6 janvier 1972 ;
- Vu** le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2 et L.2127-17 ;
- Vu** l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** l'arrêté n° 173/AA du 30 janvier 1965 instituant deux communes ayant respectivement pour chef-lieu PIRAE et FAA'A et étendant à ces communes toutes les dispositions applicables à celles de PAPEETE et d'UTUROA conformément à l'article 58 du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 ;
- Vu** la délibération n° 777/2017 du 17 octobre 2017 officialisant la dénomination des voies, servitudes et quartiers de la Commune de Faa'a ;
- Vu** le courrier du 23 février 2018 de l'entreprise ECI ;
- Considérant** la nécessité de mettre en place des mesures de police afin de garantir la sécurité de l'entreprise ECI durant les travaux d'aiguillage, d'essais et de réparation de fourreaux ;

ARRETE

Article 1^{er} : Afin de permettre le bon déroulement des travaux effectués par la société ECI, la circulation routière sur les routes Aratia PUURAI et Aratia OREMU sera canalisée du 28 mai au 28 juin 2018 de 8h à 15h.

A ce titre, un dispositif de signalisation sera mis en place par l'entreprise ECI.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de son affichage.

Article 3 : Le Directeur de la Sécurité Publique et du Citoyen, le Chef de la Police municipale de la Commune de Faa'a et le Commandant de la gendarmerie de Faa'a sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Faa'a, le **29 MAI 2018**

Vu et transmis pour exécution :

Le Directeur Général des Services,

Gilles TARAHU



Pour le Maire empêché,
Le Premier Adjoint au Maire

Robert MAKER